

« 93, mémoires d'un territoire », d'une représentation présentée comme réalité

Une production médiatique permet de décrypter comment le « 93 » est devenu une allégorie négative des banlieues françaises et comment un récit se construit à propos d'une discontinuité de phénomènes. Le documentaire de Yamina Benguigui, acclamé par la presse, *93, mémoires d'un territoire*, (Canal +, septembre 2008), fait de la Seine-Saint-Denis un « territoire victime », un espace « maudit ». Cofinancé par l'Agence Nationale de la Cohésion Sociale (sur la mission de promotion de l'histoire de l'immigration), il semble corroborer des représentations diffusées au niveau national.

L'auteure souhaite comprendre les raisons des émeutes de novembre 2005, recherche qui scande la temporalité du récit proposé. Le documentaire est rythmé par des scènes tournées au ralenti côté « émeutiers » de novembre 2005 à Clichy-sous-Bois, avec, comme fond musical, *Le Bien et le Mal* de Souad Massi. Une dramaturgie ? Les scènes alternent plan sur les émeutiers, plan sur les CRS, les voitures brûlées, sur les hélicoptères tournant de nuit dans les cités, une atmosphère de guérilla urbaine ? Une des raisons des émeutes de banlieue, en novembre 2005, serait cette discrimination territoriale et ethnique, voire néocoloniale.

Le récit se construit autour d'une série d'images d'archives, de témoignages d'habitants, d'élus et d'historiens dont la temporalité est linéaire, de la fin du XIX^e siècle jusqu'à temps présent, 2008. Il est découpé en trois phases : « l'arrière-cour de Paris », « Chronique d'un ghetto annoncé », « espoir et désespoir ».

La banlieue nord (le récit commence dans les années 1880) aurait toujours été sacrifiée par l'État : concentration des industries, relégation des populations les

plus pauvres, grands ensembles déshumanisés et mal construits, sous-équipement chronique. Les industries polluantes sont incitées à s'installer au-delà des fortifications fiscale (Octroi) et militaire (Fortifs de Thiers), d'autant plus qu'un salariat précaire peut fournir une main d'œuvre abondante. Le développement des usines incommodes fait des ouvriers « une main d'œuvre sacrifiée ». L'installation d'équipements urbains sera en retard par rapport à l'industrialisation et à la population. Ce retard s'accroîtra avec la guerre où des bombardements ont eu lieu sur les zones industrielles. A la suite de l'appel de l'Abbé Pierre dénonçant les 200 000 taudis en Ile-de-France, l'Etat décide la construction de grands ensembles. Mais, le gouvernement lançant le concours Million, les architectes vont être contraints de construire à moindre coût. Là encore, il y aura « sacrifice » : on construira les grands ensembles en dégradant la qualité et donc le confort du peuple, trois architectes le confirment. Pierre Sudreau, alors ministre de la construction, avouent que si les grands ensembles étaient indispensables, l'Etat n'a plus rien contrôlé après 1965. Pour Robert Lion, Directeur général du logement, Robert Lion : architectes et entreprises des bâtiments étaient complices ; l'administration négociait les programmes des ensembles là où il y avait des entreprises de préfabrication et non des besoins réels en termes de logements.

A partir de la décolonisation, le peuplement de la Seine-Saint-Denis change. L'aérogare du Bourget reçoit 3000 rapatriés d'Algérie par jour. Les plus pauvres sont dirigés vers la cité des 4000 de La Courneuve. A la même époque, le Bureau des migrations des départements d'outre-mer (BUMIDOM) organise l'émigration des populations d'Outre-Mer vers la métropole, et principalement vers la Seine-Saint-Denis.

A partir de ce moment, on crée les conditions d'un ghetto... L'Etat réorganise la région parisienne selon des critères économiques (regrouper les

zones industrielles), sociaux (concentrer des populations modestes) et politique (regrouper les forces communistes). Le nouveau département portera l'ancien numéro du département du Constantinois : le 93. Dès 1963, le gouvernement organise la désindustrialisation... Au même moment où il concentre des industries, il se donne les moyens de les déconcentrer vers les régions françaises au nom de l'équilibration du territoire national.

La désindustrialisation et la crise économique de 1974 vont entraîner un chômage de masse contribuant à créer parmi les habitants des grands-ensembles un sentiment d'ennui et un enfermement, bref un ghetto avec ses mécanismes mortifères.

Le désespoir et l'impression de sacrifice se nourrissent de plusieurs facteurs : la pollution des sols, l'incorporation des discriminations, des constructions aléatoires, un urbanisme désordonné, un manque d'équipements de proximité. Finalement, ces conditions aboutiront aux émeutes de novembre de 2005. L'espoir viendra des habitants eux-mêmes et des figures qui en sortent : Desporges, Roschdy ZEM, elodie Bouchez, Grand Corps Malade, Mormeck, Tonton David, Faiza Guene, Kamel Ouali, Joel Rocbuchon, Muriel Hurtis, Joey Starr, André Malraux...

Quatre historiens de cette banlieue ont parlé d'un « usage falsifié de l'histoire » enfermant les séquano-dyonisiens « dans les pires poncifs sur la peur des faubourgs » : « Le «9-3» de Yamina Benguigui : un usage falsifié de l'histoire », Emmanuel Bellanger (CNRS-Paris I), Alain Faure (Paris X), Annie Fourcaut (Paris-I) et Natacha Lillo (Paris-VII), Mediapart, 24/10/2008. « Ce film invente le passé du 93 ou n'en veut retenir que le plus sombre, pour faire de ce département un territoire martyrisé depuis deux siècles. Œuvre de mauvaise fiction, il verse dans le plus classique misérabilisme en usage à propos des banlieues ». Le

documentaire a travaillé par raccourcis, simplification et occultation – par exemple celle de la banlieue rouge (seul deux élus, l'un du Parti socialiste, Claude Bartolone, l'autre Xavier Lemoine, maire de Montfermeil). La thèse directrice serait la « ghettoïsation », la concentration planifiée des populations reconnues comme immigrés, le territoire victime avec des populations victimes.

La valeur du documentaire de Yamina Benguigui est de tenter une reconstitution historique de la « légende noire » de la Seine-Saint-Denis, mais avec une représentation globale où la victimisation l'emporte. Les discours sur le territoire « sacrifié » et « déserté » par la puissance publique tiennent leur force de leur capacité explicative en évacuant les dynamiques enclenchées et les logiques d'acteurs locaux.

Ce documentaire, s'il a permis de nouer le dialogue à propos des représentations contradictoires aux niveau national et local, ne présente qu'une représentation univoque de la Seine-Saint-Denis. Il illustre combien le territoire est source de représentations, enjeu des producteurs de représentations multiples et variées. Enfin, le récit permet de comprendre un certain nombre de processus sociaux et géographiques à la condition de se distancer des représentations diffusées dans le documentaire.

La représentation victimaire contribue au niveau national à faire du territoire et de ses habitants des « victimes », à les mettre dans un « territoire de relégation » et à l'inscrire d'autant plus dans un processus de « stigmatisation territoriale » (Wacquant 2007). La stigmatisation médiatique n'accroît-elle pas les processus locaux de ségrégation socio-spatiale ?

Wilfried SERISIER, PARIS 8, Institut Français de Géopolitique